



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Marché n° 08/2025

Marché passé en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics
et selon l'arrêté du 19 juillet 2018
portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale

Accord-cadre à bon de commande sur des travaux de pose et de réparation de sol

POUVOIR ADJUDICATEUR

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Roubaix-Tourcoing
6, rue Rémy Cogghe
59100 Roubaix
Représentée par Mme Christine WENDLING-BOCQUET, Directrice

Le présent document comporte 8 pages numérotés de 1 à 8

SOMMAIRE

OBJET DU CONTRAT	3
DATE D'EFFET, LIEUX ET DUREE DU CONTRAT	3
MODE DE PASSATION.....	3
DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
RESPONSABLE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ.....	3
CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES	4
FORME ET CONTENU DES PRIX.....	4
<i>T.V.A.</i>	4
<i>Actualisation des prix</i>	5
<i>Conditions de règlement</i>	6
<i>Délai de mandatement</i>	7
<i>Clôture des comptes</i>	7
ATTESTATION FISCALE, SOCIALE ET ASSURANCES	7
OBLIGATIONS LIEES A LA SECURITE ET CONFIDENTIALITE.....	8
PENALITES.....	9
<i>Pénalités de retard</i>	9
<i>Résiliation</i>	10
LITIGES.....	10
DEROGATIONS.....	10

1. OBJET DU CONTRAT

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les prestations et travaux de pose et de réparation de sol.

Les demandes de prestation seront réalisées suite à la passation d'un bon de commande.

Ils comprendront des travaux de dépose et évacuation des déchets, de fourniture et pose de support, de revêtement de sol (PVC, moquette, carrelage...) mais également revêtement mural carrelage des bâtiments de la CPAM de Roubaix-Tourcoing.

2. DATE D'EFFET, LIEUX ET DUREE DU CONTRAT

Le présent marché prend effet au **1^{er} avril 2025** pour les sites :

6, rue Remy Cogghe à Roubaix

2, place Sébastopol à Tourcoing

64, avenue Alfred Lefrançois à Tourcoing.

17 rue du Trieu du Quesnoy à Toufflers

Il est souscrit pour une durée d'une année, renouvelable ensuite par reconduction expresse pour la même période, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans, soit jusqu'au 31 mars 2029.

Ce contrat est résiliable avec préavis de 3 mois signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant l'échéance normale.

3. MODE DE PASSATION

Le présent marché est une procédure adaptée, et est soumise aux dispositions de l'Arrêté du 17 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale et selon l'article R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et de l'article L.2123-1 l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics.

Le marché est un accord-cadre à bon de commande conformément aux dispositions de l'article R2162-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018. L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commandes conformément à l'article R2162-13 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix datés et signés,
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières, (C.C.A.T.P.), et tous les documents qui y sont visés,
- les bons de commande s'il y a lieu,
- le CCAG-FCS applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- à titre supplétif, le mémoire technique du titulaire.

5. RESPONSABLE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

La Directrice, Mme Christine WENDLING BOCQUET, et en cas d'empêchement un Agent de Direction dûment délégué, ont seuls qualité pour engager la CPAM de Roubaix - Tourcoing et signer les marchés, avenants ou ordres de service.

Le Comptable assignataire est Mr le Directeur Comptable et financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Roubaix-Tourcoing.

6. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES

Le soumissionnaire s'engage à respecter et promouvoir les dispositifs et mesures contribuant à la protection de l'environnement.

Il devra pour les services qui lui sont confiés, adopter les méthodes et moyens qui satisfont les exigences environnementales et s'interdire celles qui y porteraient grief.

Il y veillera particulièrement en sélectionnant des produits "verts" ou éco-labellisés.

Il fournira à cet effet les fiches techniques des produits proposés.

Fort de produit innovant, le soumissionnaire pourra proposer en complément dans le BPU des matériaux de sol plus écologique.

Tout ce qui concourt à l'exécution de la prestation respectera et tiendra compte de ces préoccupations.

Suivi des déchets

Le titulaire communiquera à la CPAM de Roubaix – Tourcoing, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le soumissionnaire inclura dans son mémoire technique un modèle de traçabilité des déchets. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

La CPAM de Roubaix – Tourcoing lutte contre l'exclusion des personnes rencontrant des difficultés socioprofessionnelles.

Sont considérés comme personnes en **difficulté d'accès à l'emploi** :

- Demandeurs d'emploi de longue durée,
- Bénéficiaires du RSA,
- Travailleurs handicapés,
- Jeunes de moins de 26 ans sans qualification,
- Contrat d'apprentissage,
- Jeunes de moins de 26 ans sans expérience professionnelle...

Ces personnes devront être affectées à l'exécution du marché notifié pour être prises en compte au titre de la clause sociale.

7. FORME ET CONTENU DES PRIX

7.1. Contenu de la proposition financière

Le soumissionnaire proposera un prix au mètre carré concernant la dépose, la fourniture et pose de supports, la fourniture et pose de sol, tapis d'entrée et faïence murale.

Le soumissionnaire proposera un prix au mètre linéaire concernant la fourniture et pose de barre de seuil, de plinthes, fourniture et pose collée d'un revêtement pvc sur marche, contremarches, nez de marches incorporés, fourniture et pose collé et visé de nez de marche, de dalle podotactile, couvre joint de dilatation.

Le soumissionnaire proposera un taux horaire concernant la main d'œuvre.

Les prix du marché sont les prix unitaires définis dans le bordereau de prix unitaire joint à l'acte d'engagement du titulaire, qui devra être entièrement complété par le candidat.

Ils comprennent l'installation et la protection de chantier, nettoyage de chantier pendant et après prestation que toutes les phases et tous les éléments figurants dans les prescriptions techniques nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Ils comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution complète de la prestation (exemple : les frais généraux, impôts et taxes, et à assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices).

Ils incluent également :

Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;

Les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration et d'organisation matérielle des prestations ;

D'une manière générale tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation.

T.V.A.

La taxe applicable est la T.V.A. au taux en vigueur au moment de la facturation.

Actualisation des prix

Les tarifs sont établis pour une durée d'une année sur la base des conditions économiques du mois Mo, soit le mois de janvier 2025.

Ils sont révisables à la date anniversaire du contrat, soit le 1^{er} février de chaque année, par application de la formule ci-après :

$$P = P_0 \times \frac{0,5 + 0,5 \times BT_{01}(n)}{BT_{01}(0)}$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix de base du contrat

BT₀₁ = Valeur initiale de l'indice des prix connu au 1 janvier 2025

BT₀₁(n) = Valeur de l'indice des prix connu à la date anniversaire du marché.

8. BON DE COMMANDE

Lors d'une intervention effectuée, la CPAM de Roubaix – Tourcoing contactera le Titulaire du marché afin de prendre rendez-vous pour établir un devis.

Le Titulaire établira le devis respectant le bordereau de prix unitaire du présent marché, dans les 48h suivant le rendez-vous.

Il présentera les échantillons et fiches techniques des revêtements de sol qui pourront être utilisés. Les revêtements et coloris seront sélectionnés d'un commun accord entre le Titulaire et la CPAM de Roubaix – Tourcoing.

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro du marché,
- Numéro et date du bon de commande,
- Lieu de réalisation des prestations,
- Adresse de facturation,
- Désignations et quantités des prestations à réaliser suivant devis,

- Délai d'intervention,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC,

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quels que soient les durées d'exécution des prestations demandées, sans toutefois que ceux-ci puissent excéder plus de trois mois la date de fin de validité du marché.

9. INTERVENTIONS

Suite à la remise du bon de commande, le Titulaire doit programmer dans un délai de 7 jours ouvrés l'intervention. Avant toute intervention, le Titulaire devra impérativement prendre contact avec le représentant de l'Organisme, au minimum 48 heures avant intervention (exception faite des interventions en urgence), pour fixer le rendez-vous et les modalités d'intervention.

De même, après intervention, le Titulaire devra prendre contact avec le représentant de l'Organisme chargé de vérifier la bonne exécution des travaux et de procéder à la réception des ouvrages réalisés.

Des pénalités pourront être appliquées en cas de non-respect des délais.

10. FACTURATION

10.1. Conditions de règlement

La facturation sera séparée par site. Les factures porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la référence du marché
- le n° de compte bancaire du titulaire
- la description des prestations réalisées
- le lieu d'exécution des prestations réalisées
- la date de la facture
- Le prix éventuellement révisé des redevances et des indices retenus pour la circonstance, ainsi que les dates de valeurs
- les prix hors TVA, le montant de la TVA, son taux, le prix TTC ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, la CPAM de Roubaix – Tourcoing met en place le dispositif de réceptions dématérialisées des factures.

Ce dispositif est obligatoire pour toutes les factures adressées à la CPAM de Roubaix – Tourcoing, indépendamment de la catégorie des entreprises.

En conséquence, le Titulaire est astreint à l'obligation de transmettre ses factures par voie dématérialisée, il doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à disposition, Chorus pro, dans les conditions prévues au présent article.

L'application Chorus pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus pro est le vecteur exclusif de transmission de factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus pro, ou toute transmission par Chorus pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Ainsi le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de Siret permettant d'identifier la CPAM de Roubaix – Tourcoing en tant que destinataire des factures : 51499351800018.

A défaut du numéro de commande, il conviendra d'indiquer le numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter : le site communauté Chorus pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

10.2. Délai de mandatement

Le Comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Roubaix - Tourcoing.

Les factures correspondantes sont payables à 30 jours à compter de la réception.

Le règlement interviendra par virement bancaire sur le compte désigné par le titulaire. Celui-ci fournira un relevé d'identité bancaire original établi aux coordonnées de la société.

10.3. Clôture des comptes

Afin d'éviter un maximum de charge à payer, la CPAM de Roubaix – Tourcoing souhaite que la facturation des prestations réalisées en fin d'année, soit envoyée au plus tard le 15 décembre.

11. CONDITIONS PARTICULIERES D'ORGANISATION ET DE SECURITE

Du fait de la nature des interventions à prévoir, les prix du Marché devront tenir compte des dispositions particulières suivantes :

11.1. Organisation du chantier

Pour les besoins de chaque prestation commandée, le Maître d'Ouvrage pourra, selon l'importance, mettre à disposition du Titulaire un espace pour le cantonnement et le stockage des équipements et ouvrages à mettre en œuvre.

11.2. Protection du personnel

Pour chaque intervention, le personnel de l'Entreprise intervenant sur le site devra impérativement mettre en place toutes les protections individuelles et collectives pour assurer sa propre sécurité ainsi que celle du public et des occupants.

11.3. Moyens de livraison et d'évacuation

L'ensemble des évacuations sera réalisé par l'extérieur des bâtiments selon les dispositions d'organisation mises au point au préalable avec le responsable du site.

12. RESPONSABILITES POUR VOLS ET/OU DEGRADATIONS

Il est ici formellement spécifié que le titulaire sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que ses interventions peuvent se faire dans des lieux occupés et que, dans ce cas, il devra prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments, produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, l'entrepreneur est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Il est tenu de garantir de tous vols, détournements, dégradations et avaries, dommages, pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément

stipulé qu'il ne lui sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité, ni supplément de quelque nature que ce soit.

Il sera tenu de remettre en état ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître de l'ouvrage demeurant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses.

Il devra également prendre toutes dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entrepreneur responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations ou remplacements.

Aucune indemnité ne pourra être allouée au Titulaire pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'il pourrait subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage.

Avant toute mise en œuvre modificative es installations, dans les délais prescrits par le maitre d'ouvrage, l'entreprise retenue soumettra à son approbation, les plans d'exécution ainsi que tous les éléments nécessaires et utiles.

13. ATTESTATION FISCALE, SOCIALE ET ASSURANCES

Le titulaire doit justifier régulièrement, tous les 6 mois, à l'organisme :

- d'un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle qu'il peut encourir au titre contractuel en cas de dommages corporels, matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de sa prestation,
- de la régularité de sa situation fiscale et sociale, prouvant qu'il est à jour en matière de paiement de ses impôts et taxes et du versement des cotisations sociales, en produisant des attestations établies par les administrations compétentes.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, l'organisme peut appliquer les pénalités mentionnées au paragraphe 13.1 du présent CCATP, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

14. OBLIGATIONS LIEES A LA SECURITE ET CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
 - Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
 - Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
 - Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
 - Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
 - Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
 - La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
 - Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
 - Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

4. Sanctions : en cas de violation des obligations mentionnées aux points 1, 2 et 3, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.
5. Accès aux locaux : Les intervenants des entreprises devront obligatoirement porter en permanence le badge d'identification visiteur sur les sites principaux (Roubaix et Tourcoing). Un registre d'enregistrement des visiteurs sera à disposition aux services généraux de Roubaix et à l'accueil de Tourcoing. Chaque intervenant est prié de remplir ce registre à son arrivée et son départ.
6. Livret de sécurité : Un livret de sécurité sera remis au titulaire du marché lors du courrier d'attribution. Une fiche d'émargement de prise de connaissance du livret de sécurité devra nous être retournée obligatoirement signer par l'ensemble des intervenants sous 15 jours.

15. PENALITES

Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations imputable au titulaire, des pénalités seront appliquées. Les pénalités de retard applicables au titre du présent marché en dérogation à l'article 14.1 du CCAG – FCS sont :

Objets	Montant des pénalités
Non remise de la fiche d'émargement concernant la prise de connaissance du livret de sécurité	50 € / semaine
Non remise des attestations d'assurance, fiscales et sociales	20€ / semaine de retard
Non-respect du planning d'intervention finalisé lors de l'envoi du bon de commande	50 € /site / jour de retard

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé, au service financier et comptable de la CPAM de Roubaix - Tourcoing. Passé un délai de TRENTE jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements lui étant dus.

Lorsque le retard est tel que le cumul des pénalités aurait pour résultat de dépasser le montant du bon de commande, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le bon de commande ou le marché aux torts exclusifs du titulaire.

Résiliation

L'administration pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas prévus au CCAG-FCS et par la réglementation applicable aux marchés publics.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations non réalisées, il pourra être pourvu par l'administration à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

16. LITIGES.

Si des difficultés devaient s'élever entre la CPAM et le titulaire quant à l'interprétation ou l'application des présentes clauses et qu'aucune négociation n'ait abouti, le différend sera soumis en premier lieu à la procédure de règlement amiable définie à l'article R.2137-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire de code de la commande publique.

En cas de litige persistant entre la CPAM et le titulaire, le litige sera soumis au Tribunal de Grande Instance territorialement compétent.

17. DEROGATIONS

Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières comporte une dérogation aux documents contractuels qui régissent ce marché :

- Article 13.1. Pénalité de retard en dérogation à l'article 14.1. du CCAG – FCS sur le montant des pénalités.

Fait à Roubaix, le 24 février 2025

Fait à _____, le _____

La Directrice,

La Société (1)



Christine WENDLING-BOCQUET.

- (1) Apposer le cachet, authentifier la signature, faire précéder de la mention "lu et approuvé", ne pas omettre de parapher chacune des pages du présent fascicule